

La curieuse ascendance d'une vieille famille valaisanne

par
Louis DE RIEDMATTEN

Il s'agit de l'ascendance d'Antoine de Riedmatten, personnalité marquante de la vie politique sêdunoise au siècle dernier. Né à Sion en 1811, il fut d'abord greffier du Tribunal, châtelain de Sion (juge du district), puis commissaire des guerres. En 1847, il fut nommé vice-président du Gouvernement provisoire, mais il déclina sa réélection en 1848 pour éviter de participer à l'incamération des biens du clergé ordonnée après la guerre du Sonderbund. De 1848 à 1857, il siégea au Conseil national. Il fut conseiller d'Etat de 1857 à 1871, date où la débâcle de la Banque cantonale entraîna la démission collective du Gouvernement. Enfin, il fut préfet de son district jusqu'en 1893, et mourut à Sion le 6 décembre 1897, âgé de 86 ans.

Il eut douze enfants, ce qui lui valut de très nombreux descendants dont beaucoup sont encore en Valais, mais dont une bonne partie est établie à l'étranger, et notamment en France. Ce fut un des effets de son alliance française. Car le 22 décembre 1843, il avait épousé Stéphanie Asselin de Crêvecœur, fille d'Alphonse et de Marie-Joséphine Koller. Les Crêvecœur étaient une famille normande et portaient le titre de baron. Les Koller, originaires de Munich, ont donné au Valais plusieurs peintres de talent. Le père de Marie-Joséphine était conseiller municipal à Sion.

Alphonse de Crêvecœur, né à Paris le 23 juin 1788, fit ses études dans la capitale française. Bachelier en droit en 1808, il devint avocat, puis procureur substitut à Lyon, restant ainsi dans la tradition d'une famille vouée à la magistrature. Son père était conseiller d'Etat et son grand-père avait siégé au Parlement de Rouen. Alphonse servit même comme officier sous l'Empire. De là sans doute ses sentiments bonapartistes, qui devaient l'opposer à sa famille, car les barons de Crêvecœur étaient royalistes de père en fils. En 1820, sous la Restauration, au cours d'une revue passée par le Duc de Berry, il cria, avec d'autres camarades : « Vive l'Empereur ». Cela fit scandale, et pour éviter des ennuis, sa famille obtint son éloignement.

Alphonse se rendit en Suisse, d'abord à Lausanne, puis à Genève et enfin en Valais, où le hasard lui fit rencontrer la belle Marie-Joséphine Koller. Ce fut le coup de foudre. Il décida aussitôt de l'épouser. Mais il lui fallait le consentement de son père, car bien qu'il fût majeur, le Code Napoléon exigeait ce consentement dont on ne pouvait se passer qu'après avoir tenté de l'obtenir par une sommation respectueuse. Or, le fougueux prétendant était pressé de convoler. Le 4 octobre 1821, il demanda au Conseil d'Etat du Valais l'autorisation de se marier. La réponse est contenue dans le « protocole du Conseil d'Etat » du 6 octobre 1821, qui est ainsi libellé :

Protocole du Conseil d'Etat du Valais du 6 octobre 1821.

CAUSE MATRIMONIALE

M. Asselin Alphonse ayant, par lettre du 4 octobre courant, exposé que sa qualité d'étranger lui rendait nécessaire l'agrément du Conseil d'Etat pour contracter mariage avec Mlle Joséphine Koller, il sollicitait en conséquence ce consentement. Il exhiba son passeport qui le fait natif de Paris et domicilié à Caen, Département du Calvados. Quant (?) à ce papier en règle ainsi que par l'extrait de sa naissance duquel il conste que Baptiste-Alphonse-Jean-François est fils de très haut et puissant seigneur Jean-François Asselin de Crèvecœur, seigneur d'Auberville, et de haute et puissante dame Anne Françoise Dambray, son épouse, et qu'il est né le 23 7bre (recte : juin) 1788.

Monseigneur l'Evêque ayant été sollicité par le postulant de lui accorder dispense de bans pour conclure mariage avec Mlle Koller de Sion, il ne lui avait exhibé qu'un passeport, disant que tous les autres papiers étaient déposés au bureau du Conseil d'Etat. Sa Grandeur le prie de bien vouloir lui tracer la règle qu'il aurait à suivre à cet égard pour se conformer aux lois civiles.

Le Conseil d'Etat, considérant qu'il a adopté un principe antérieur au cas présent, par lequel il ne donnera jamais son consentement au mariage d'un étranger dans ce pays, sans qu'il exhibe acte d'approbation des parents avec acte d'origine et qui a été appliqué à d'autres cas semblables précédemment, ne croit pas devoir faire ici une exception et lui refuse son consentement jusqu'à ce qu'il produise acte du consentement de la part de ses parents et un heimatschein en règle.

Nous avons trouvé dans les archives d'Eugène de Courten (décédé à Sion en 1975) deux lettres que le père d'Alphonse a écrites au Comte Eugène de Courten (arrière-grand-père d'Eugène, notre contemporain) au sujet du mariage de son fils. Il nous manque la réponse du Comte de Courten qui s'intercale entre ces deux lettres et c'est regrettable, car nous ignorons quels renseignements ont été obtenus sur la demoiselle Koller. Voici le texte de ces deux lettres :

LETTRES DE M. ASSELIN DE CRÈVECŒUR AU COMTE
EUGÈNE DE COURTEN

Paris, 23 juillet 1821, rue de l'Odéon n° 32.

Monsieur le Comte,

J'eus l'honneur de vous voir chez vous à Paris il y a environ un mois, et vous accueillîtes avec bienveillance le désir que je vous exprimai d'avoir des renseignements sur la famille, la conduite et la fortune de Mlle KOLLER, que vous présumâtes être la fille d'un peintre de ce nom ; dé-cédé à Sion il y a quelques années. Vous eûtes la bonté de me dire que vous écririez à Brigue pour demander des informations à ce sujet.

Vous aviez deux officiers chez vous, Monsieur le Comte, le jour que j'eus cette conversation avec vous, et cette circonstance m'empêcha de vous avouer le véritable motif qui me faisait désirer d'avoir ces renseignements. Je veux vous le confier aujourd'hui.

Vous saurez donc que M. ASSELIN, qui a habité Brigue depuis le mois d'Août dernier, est mon fils ; il est à la veille d'épouser cette demoiselle KOLLER et se propose de me faire signifier l'acte respectueux. Vous jugez, Monsieur le Comte, que j'ai un grand intérêt de savoir quelle est cette demoiselle, et j'ose en conséquence vous prier d'avoir la grande bonté de me faire part des renseignements qui vous seront parvenus.

J'ai l'honneur d'observer, Monsieur le Comte, que dans le cas où il y aurait des détails que vous ne voudriez pas confier dans une lettre, je vous prierais de me mander de me rendre à Orléans pour les recevoir verbalement, et je n'hésiterais pas à faire le voyage, car il n'est pas d'affaire qui puisse intéresser davantage un père qui aime ses enfants et qui tient à l'honneur de sa famille. Veuillez je vous prie, avoir la bonté d'excuser mon importunité.

Je suis avec respect, Monsieur le Comte, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : ASSELIN DE CRÈVECŒUR, Cons. d'Etat.

Paris, 30 juillet 1821.

Monsieur le Comte,

Vous avez mis, dans vos procédés à mon égard, une bonté qui me pénétre de la plus vive reconnaissance. J'ai reçu les deux lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. La dernière contient des détails qui m'affligent, mais que, cependant, il m'est bien important de connaître. Ma résolution, approuvée par ma famille, est bien prise de me laisser signifier l'acte respectueux, et de ne pas donner le consentement. C'est malheureusement le seul moyen que les lois laissent à l'autorité paternelle vis-à-vis d'un homme âgé de 33 ans, lorsque l'on a épuisé comme je l'ai fait la voie des conseils et de la représentation. L'état de mariage rendra peut-être sa conduite plus régulière, je voudrais pouvoir m'en flatter, mais au moins je le désire.

Je souhaite fort, pour la satisfaction de toute ma famille et pour celle de mon fils lui-même, qu'il puisse rester dans quelque canton de la Suisse ; il serait déplacé en France où il a occupé diverses places agréables que sa légèreté lui a fait abandonner. Ses frères, qui sont d'excellents sujets, et dont un est marié, ont comme moi des états très honorables ; il serait trop disparate parmi nous.

J'oubliais d'avoir l'honneur de vous dire, Monsieur le Comte, que je ne conçois pas ce qui a pu donner lieu de penser que la mesure prise par le Conseil d'Etat pour éloigner le jeune homme aurait été provoquée par une lettre que j'aurais, dit-on, écrite au Chef du Gouvernement du Valais. La vérité est que je n'ai écrit ni fait écrire, ni à lui, ni à aucun membre du gouvernement, et je n'aurais même eu aucun motif, car je n'ai eu connaissance des relations avec Delle KOLLER qu'après que l'éloignement ait été prononcé par le Conseil d'Etat. Je crois avoir à votre loyauté, Monsieur le Comte, cette déclaration franche.

(Originaux chez M. Eugène de Courten, non déposés aux Archives cantonales.)

Quant à la « mesure prise par le Conseil d'Etat pour éloigner le jeune homme », nous n'en avons pas trouvé trace dans les Archives cantonales. On ignore ce qui l'aurait motivée. Nous avons seulement une lettre que la Chancellerie d'Etat a écrite le 22 juillet 1821 au Vice grand baillif du Valais Michel Dufour. Nous y lisons ce qui suit :

Le 22 juillet 1821.

A S. E. Mr Dufour, Vice Grand baillif de la République, actuellement aux Bains de Loèche.

Excellence !

Je vous envoie la lettre que M. Asselin a adressée au conseil d'Etat en vous priant de vouloir bien me faire connaître votre façon de voir. Il paraissait au premier abord que l'on ne pourrait guère refuser à ce Monsieur de passer par le Valais s'il est accompagné d'un passeport en règle. Son annonce de l'intention de s'unir à Mademoiselle Koller mérite peut-être aussi attention, de crainte de nuire grandement à une Valaisanne, Mais comme cela ne presse pas, et que Votre Excellence sait mieux que moi ce qui s'est passé, et que l'on me dit encore qu'il doit avoir manqué à Votre Excellence, en ce cas, ses torts seraient très graves...

(la suite de la lettre concerne d'autres objets).

(Lettres écrites aux communes et particuliers de l'intérieur, du 20 mars 1821 au 20 février 1823, AV, Conseil d'Etat, II, 4, 22, p. 117 No 1562.)

Les archives ne nous apprennent rien de plus et l'on ne sait pas du tout quels furent ces torts qualifiés de si graves.

Toujours est-il qu'Alphonse de Crèvecœur réussit à faire publier ses bans à Paris en février 1822 et à Sion en avril de la même année. L'acte respectueux fut adressé à son père le 28 janvier. Celui-ci était alors bien malade et il mourut peu après, le 25 mars. Les chagrins que lui avaient causés son fils ont-ils abrégé ses jours ? Le 26 mars, lendemain du décès,

le Chancelier Dambray, beau-frère du défunt, a écrit à son neveu Alphonse pour lui annoncer la tragique nouvelle. Le père est mort après une courte maladie, et rien ne permet de supposer que les chagrins aient aggravé son cas. Voici d'ailleurs des extraits de cette lettre :

« ... C'est dans l'accablement de la plus profonde douleur, mon cher Alphonse, que je remplis le triste devoir de vous informer de la cruelle perte que vous venez de faire et que je partage si vivement. Votre dernier séjour à Paris (en janvier 1822) ne vous avait que trop mis à portée d'apprécier le dépérissement total qu'éprouvait la santé de votre excellent père. Il ne lui restait plus assez de forces pour supporter la maladie dont il a été atteint jeudi dernier, presque sortant de chez moi où il avait passé une partie de la matinée. Ce n'est que samedi matin que vos frères l'ont pu décider à voir un médecin... Comme il n'y avait aucun symptôme grave, sa seule crainte était que son extrême faiblesse ne lui permit pas de résister. Ce triste pronostic ne s'est que trop promptement réalisé. Nous l'avons perdu hier à onze heures du soir, sans agonie et par suite d'une faiblesse... »

« Vous perdez, mon ami, un excellent père dont la tendre affection pour vous avait résisté à tous les chagrins que votre jeunesse a pu lui donner, et il est mort convaincu que vous étiez dans la disposition de réparer par une excellente conduite soutenue, des erreurs et des fautes que vous vous étiez si franchement reprochées. Vous ne démentirez pas, mon ami, cette espérance de votre excellent père, et vous êtes bien sûr que vous retrouverez dans votre oncle et dans ses enfants autant d'appuis de vos vertueuses résolutions. Venez donc nous rejoindre, mon ami, sans aucune défiance des sentiments que nous vous avions voués depuis votre naissance et dont j'aurais moi-même grand plaisir à vous renouveler l'expression. »

« Vos frères, qui ne sont pas en état d'écrire, vous embrassent tendrement ainsi que moi... »

Ce deuil a-t-il retardé le mariage ? Celui-ci ne fut célébré que le 10 janvier 1823, à Ville-la-Grand, près de Genève. Le jeune ménage s'établit à Vandœuvres, où Alphonse venait d'acheter une terre et une gentillhommière, que l'on décora du nom de Château, au lieu dit Crète. Cet achat fut rendu possible par l'héritage paternel qui était important. Mais Alphonse était un médiocre administrateur, ce qui, joint à des spéculations malheureuses, lui fit perdre la plus grande partie de sa fortune. Il mourut le 29 mai 1832, âgé de 44 ans, laissant sa veuve dans une situation précaire. Il fut enterré à Choulex, où une plaque commémorative rappelle qu'il fut le bienfaiteur de l'église. Le registre paroissial mentionne qu'il est mort « muni des sacrements de l'Eglise ». Il laissait deux enfants, Stéphanie, née en 1824, qui épousa Antoine de Riedmatten, et Raoul, qui eut deux enfants à son tour, morts sans postérité. Cette branche des Crèvecœur est aujourd'hui éteinte.

Depuis son mariage, Alphonse de Crèvecœur paraît avoir mené une vie exempte d'incidents. On s'étonne dès lors qu'un romancier genevois, Jean Marteau, se soit avisé d'en faire une héros de roman. Un roman parut en effet en 1945, sous le nom de Crèvecœur. Ce nom sans doute avait séduit l'auteur, car, ce nom mis à part, il n'y a rien de commun entre le per-

sonnage réel et celui du roman. Ce dernier est de pure fantaisie. On en fait un hurluberlu, qui devint égyptien, grand mamamouchi, puis Pacha sous Mahmoud IV, et qui finit par se suicider pour la fille d'un banquier genevois. L'auteur s'est expliqué par une note placée à la fin de l'ouvrage. Il avait rêvé de son héros depuis le jour où « une magnifique douairière genevoise » (il omet de dire laquelle), parlant d'Alphonse de Crèvecœur, lui avait dit : « J'en ai entendu parler autrefois. C'était un hurluberlu, bâtard de Louis XVI, qui s'est suicidé pour... (une belle inconnue). » Alors l'auteur aurait « alerté ses amis historiens, consulté des archives et découvert que le personnage dont il rêvait n'avait rien de commun avec le Crèvecœur authentique ». Suit une courte biographie de ce dernier, qui contient quelques erreurs. Il serait oiseux de les relever ici. Ce roman, et surtout la note finale, firent grand bruit dans Landerneau. Les descendants d'Alphonse de Crèvecœur, fort nombreux à Sion, s'émurent de voir leur honorable ancêtre ainsi bafoué. Ils intervinrent auprès de Marteau et le menacèrent d'un procès. Après de vifs échanges de correspondance, l'affaire en resta là, personne ne voulant se risquer à plaider à Genève une affaire de ce genre. La presse s'en serait mêlée et l'auteur du roman, qui avait une plume bien aiguisée, aurait mis les rieurs de son côté. Plus personne en Valais ne portait le nom de Crèvecœur et ce respectable bisaïeul était mort depuis plus de cent ans. Certains de ses descendants se disaient qu'après tout il n'était pas si déplaisant de se voir attribuer une ascendance royale, fût-elle de la main gauche ! Au fond, était-on si affecté par les fantaisies de ce romancier genevois ? Enfin, pour plaider, il fallait invoquer l'article 28 du Code civil, qui est bien restrictif, et dont l'application est malaisée quand on s'en prend à des gens de lettres. Pour que l'action fût recevable, il eût fallu que la faute commise, ainsi que le préjudice causé, soient tous les deux particulièrement graves, ce qui était doublement douteux. Lesdits descendant eurent donc la sagesse d'appliquer l'adage : dans le doute, abstiens-toi !

Cependant, depuis l'affaire Marteau, le cas de notre honorable ancêtre continuait à intriguer ses héritiers. Certes, la thèse du suicide pouvait être résolument écartée, puisque le défunt était mort « muni des sacrements de l'Eglise », et l'on n'imagine pas que le curé de Choulex ait enregistré un faux. De plus, nous possédons une lettre d'Antoine de Riedmatten où il parle de la maladie qui emporta son beau-père. Quant à sa prétendue bâtardise, si nos recherches ne permettent pas de l'exclure absolument, elles la rendent très invraisemblable. Notre héros est né à Paris le 23 juin 1788. Il fut baptisé le 27 à la paroisse de St-André-des-Arts. Son père (putatif ?) avait épousé le 21 février 1786 Anne-Françoise Dambray. Il ne s'écoula guère plus de seize mois jusqu'à la naissance de son premier fils. Cela laisse peu de place pour des aventures galantes. Trois autres fils suivirent de près : Armand, en 1790 ; Auguste, en 1792 ; et Raoul, en 1795. Notons en passant l'influence que l'alliance Crèvecœur exerça sur Antoine de Riedmatten. Il eut trois fils, et il leur donna les prénoms des trois oncles de sa femme : Armand, Raoul et Auguste, prénoms qu'on ne trouvait pas chez ses ascendants valaisans.

Mère de quatre enfants, Anne-Françoise Dambray paraît avoir été une épouse rangée, ce qui se concilie mal avec une aventure avec le Roi. Et quand elle perdit son mari, son frère écrivit aussitôt au fils aîné Alphonse une lettre si touchante qu'elle serait inexplicable si celui-ci avait été le fils du défunt, mais le bâtard du Roi, ce que, dans sa situation, le chancelier Dambray pouvait difficilement ignorer.

D'autre part, si bien des rois de France ont eu des maîtresses, les historiens et chroniqueurs se sont empressés de le publier, et depuis le temps qu'ils fouillent les archives et nous en livrent le contenu, ils ne nous ont rien laissé ignorer de la vie galante de leurs souverains. Nous sommes bien renseignés sur les maîtresses de Louis XIV ; nous le sommes mieux encore sur celles de Louis XV ; et si nous ne savons rien sur celles de Louis XVI, c'est sans doute qu'elles n'ont pas existé. D'ailleurs, ce vertueux monarque eut assez de peine à s'assurer une postérité régulière pour qu'on se dispense de lui attribuer des bâtards. Faut-il supposer que le Chancelier Dambray a été comblé de titres et d'honneur parce que sa sœur était la maîtresse du Roi ? Mais alors, le Roi aurait plutôt favorisé le mari trompé, pour acheter au besoin son silence, que le frère de sa maîtresse. Or bien avant la naissance de son fils, le mari était Conseiller du Roi en tous ses Conseils, et Conseiller honoraire au Parlement de Normandie. Il devint plus tard Conseiller d'Etat. Quant à son beau-frère, il vaut la peine de se pencher sur son cursus honorum comme sur ses antécédents.

Charles-Henri Dambray est né à Rouen le 11 octobre 1760. A l'âge de vingt ans déjà, il est avocat général à la Cour des Aides de Paris, « grâce à la protection du Garde des Sceaux Miromesnil ». En 1784, il épouse Antoinette de Barentin, dont le père était Chancelier de France et contribua sans doute à l'avancement de son gendre. C'est en 1788 que naquit Alphonse, le prétendu bâtard. Mais c'est après la mort du Roi que Dambray connut les plus hautes distinctions. Sous le Consulat, il fut élu au Conseil des Cinq-Cents, mais il n'y siégea pas, ayant refusé de prêter le serment de haine à la royauté qu'on exigeait de ses membres. Après le 18 brumaire, il refusa les fonctions qu'on lui offrait au Ministère de la Justice. Mais sous la Restauration, Louis XVIII le nomma Chancelier et Garde des Sceaux. On dit qu'il participa à la rédaction de la Charte, et qu'il conseilla au Roi de la dater de la dix-neuvième année de son règne. Enfin, après les Cent-jours, tout en conservant le titre de Chancelier, il devint Président de la Chambre des Pairs. En cette qualité, il présida la Cour qui jugea le maréchal Ney et s'y fit remarquer par sa modération et son impartialité (Voir Lebreton, *Biographie normande*). Il mourut à Montigny (près de Dieppe) le 13 décembre 1829.

Dambray n'avait donc rien d'un parvenu, que la faveur du Roi aurait brusquement sorti du néant pour l'élever aux plus hautes fonctions. Sa famille ne manquait d'ailleurs pas de titres d'ancienneté. Son premier auteur connu est Henri, receveur des finances à Rouen, qui reçut d'Henri III des lettres de noblesse en 1582. Il fut Conseiller et maître d'hôtel du roi et mourut en 1609.

Son descendant direct (son petit-fils ?) Adrien-Henri, né en 1694, est qualifié de seigneur de Montigny et fut conseiller au Parlement de Rouen de 1718 à 1736.

Le fils de celui-ci, Jacques-Adrien, seigneur de Montigny, est chevalier de Saint-Louis. Il épousa Charlotte-Françoise de Thère, fille de Charles-François et de Marguerite d'Harcourt. Ils eurent trois enfants :

1. Catherine-Louise Eléonore (1752-1851) qui épousa, en 1780, Jacques François Asselin, baron de Villequier, Conseiller au Parlement de Rouen jusqu'à sa mort, en 1833 ;

2. Charles Henri, Chancelier de France (1760-1829) ;

3. Anne-Françoise (1764-1805) qui épousa, en 1786, Jean-François Asselin, baron de Crèvecœur.

Ainsi, les deux sœurs ont épousé deux frères qui, curieusement, ne portent pas le même patronyme ; l'un s'appelle Villequier, et l'autre Crèvecœur. C'est sous ces deux noms différents qu'ils ont siégé au Parlement de Normandie et c'est encore sous ces deux noms qu'ils figurent dans l'acte de baptême d'Alphonse de Crèvecœur, l'un étant le père et l'autre le parrain de l'enfant. Le père est désigné comme « haut et puissant seigneur Jean-François Asselin de Crèvecœur, seigneur d'Auberville et autres lieux... ; le parrain comme Messire Jacques-François Alexandre Asselin, chevalier, seigneur et baron de Villequier... D'où vient cette anomalie ?

Dans les notes généalogiques recueillies par Armand de Riedmatten (un petit-fils d'Alphonse de Crèvecœur), tous deux sont indiqués comme fils de Jean-François Asselin, baron de Villequier, et de Marie-Anne-Françoise Lecornu de Bimorel, « baronne de Crèvecœur ».

D'après le Dictionnaire de biographie française (1939), « les Asselin étaient une vieille famille normande qui occupa des fonctions importantes dans le commerce, l'administration et la justice. Certaines branches des Asselin, qui appartenaient à la noblesse, ajoutèrent à leur nom des noms de seigneurie. La famille Asselin de Villequier et de Crèvecœur a pour auteur Jacques Asselin, sire de Villequier, qui fut reçu en 1695 au Parlement de Normandie, fut anobli par sa charge et obtint, par lettres patentes de mars 1712, que sa terre de Villequier sur Seine fût érigée en baronie. La famille se divisa en deux branches qui se distinguèrent par les surnoms (sic) de Villequier et de Crèvecœur, dont les représentants prirent part, en 1789, aux assemblées de la noblesse du bailliage de Couy. Elle a fourni, avant la Révolution, quatre conseillers au Parlement de Normandie, dont le dernier, Jacques-Alexandre, né en 1759, fut député de la Seine-Inférieure puis, dès 1811, premier président à la Cour impériale de Rouen.

Son aïeul, Jacques Asselin, avait été anobli le 19 février 1696, par sa charge de secrétaire du roi, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort, en 1710. (*Dictionnaire de la noblesse française*, de Simon et Seréville).

L'*Armorial général* d'Hozier (rédigé d'après les documents laissés par les d'Hozier et autres généralistes du Roi, mis à jour par l'Institut héraldique et publié à Paris en 1907) nous apporte quelques renseignements complémentaires. Sous la rubrique : Asselin barons de Villequier, nous lisons :

Armes : d'azur, au chevron d'or, accosté de trois burettes ou aiguères

du même, posées, deux en chef, et une en pointe ; couronne de baron. (Notons que les Crèvecœur portaient les mêmes armoiries).

Origine : Haute Normandie.

Filiation : Elle est établie de façon continue depuis Charles Asselin, qui vivait au 16^e siècle, mais auparavant, on trouve un Asselin de Fréville, compagnon de Guillaume le Conquérant (1066).

En 1319, Bertrand Asselin figure dans une donation au monastère de Saint-Pierre de Dampierre. En 1482, Jehan Asselin était propriétaire d'une tour confinant à celle du prieur de Saint-Blaise.

Cette famille a possédé entr'autres les seigneuries importantes de Frenelle, Beauville, Retimare, Crèvecœur, du Bosc, des Parts, et le fief de Villequier.

Cet armorial reproduit in extenso les lettres de noblesse que le roi Louis XIV accorda en octobre 1643, à Pierre Asselin, « maistre d'hôtel du roi en la généralité de Rouen ». Et le 9 novembre 1646, Pierre Asselin prêta serment en cette qualité devant le Prince de Condé, premier prince du sang.

D'Hozier indique comme suit la filiation de ce Pierre Asselin :

I^{er} degré : Charles, qualifié de noble homme dans le contrat de mariage de son fils, fut avocat et conseiller du Roi en la Vicomté d'Orbec.

II^e degré : Louis, avocat au Parlement de Normandie, épousa en 1604 Dyane Houel, dame des Parts (alias d'Esparts).

III^e degré : Pierre, écuyer, conseiller du roi, puis son maistre d'hôtel ; anobli en octobre 1643.

IV^e degré : Jacques, fut confirmé dans sa noblesse par lettres patentes du roi, en avril 1675.

V^e degré : Jacques-Louis David, écuyer, acquit en 1696 la terre et le manoir seigneurial de Villequier, en Haute Normandie. Il reçut la charge de Conseiller du roi, et par lettres patentes du 14 avril 1712, la terre de Villequier fut érigée en baronnie. Il eut deux fils :

1. Jacques-Louis, deuxième baron de Villequier, mort sans postérité en 1751 ;

2. (VI^e degré) Jean-François Alexandre, troisième baron de Villequier (1708-1782), Conseiller au Parlement de Normandie. Il épousa Marie-Anne-Françoise Lecornu de Bimorel, « dame de Crèvecœur ».

VII^e degré : Jean François, « Seigneur de Crèvecœur », épousa Anne-Françoise Dambray, sœur du Chancelier.

Voilà ce que nous trouvons dans l'Armorial d'Hozier. On remarque que la famille Asselin ajouta à son nom celui de Villequier, lorsque Jacques-Louis-David eut acquis, en 1696, la terre et le manoir seigneurial de Villequier, que le Roi érigea en baronnie le 14 avril 1712. Désormais, les Asselin portent le nom et le titre de barons de Villequier.

Quant au nom de Crèvecœur, il a été apporté à Jean-François-Alexandre (troisième baron de Crèvecœur) par son mariage avec la demoiselle Lecornu de Bimorel. On ne sait exactement comment cela se fit. Un essai

d'explication se trouve dans une note manuscrite de Léon de Riedmatten, arrière-petit-fils d'Alphonse de Crèvecœur, qui, en 1962, a fait une brève enquête sur les lieux. Voici ce qu'il nous apprend :

Le nom de Bimorel se retrouve dans celui d'une forêt sise à l'est de La Croix-Saint-Leufroy, à 15 km au nord d'Evreux. Et à un km au sud de ce village se trouve le lieudit Crèvecœur. Près d'une colline boisée, on voit les vestiges d'un ancien château.

Interrogé, le curé du village a donné les renseignements suivants :

Il y avait au Moyen Age une puissante famille de Crèvecœur, avec un château féodal se trouvant au « lieu-dit ».

Cette famille se serait éteinte vers 1700 et le château, longtemps abandonné, tomba en ruines et finit par disparaître, les matériaux ayant servi à construire le village.

Un voisin, le sire Lecornu de Bimorel, qui devait être fortuné, racheta la terre de Crèvecœur qui, à une époque indéterminée, avait été érigée en baronie.

Ce fut ainsi que sa fille Marie-Anne-Françoise, qui avait épousé le baron de Villequier, lui apporta en dot la terre et la baronie de Crèvecœur.

A cette époque, antérieure à la rigidité de l'état civil, les noms de famille étaient sujets à variations, et l'acquéreur d'une terre pouvait ajouter à son nom le nom de celle-ci, surtout s'il s'agissait d'une « terre noble » érigée en baronie, comme l'était celle de Villequier, et semble-t-il aussi, celle de Crèvecœur. Quoi qu'il en soit, Jean-François-Alexandre Asselin a pu sans difficulté troquer le nom de Villequier, qu'il tenait de son père, contre celui de Crèvecœur, apporté par sa femme. Ce qu'on ignore, c'est le mobile de ce changement, car les barons de Villequier étaient une famille des plus honorables. La question n'est pas éclaircie. Peut-être le sera-t-elle un jour ?

Sion, septembre 1979.